



Signature de la Convention de financement COI-PNUD du PACEM



Discours de Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI

Bureau du PNUD, Madagascar, 22 mars 2013

Son excellence Monsieur le Premier ministre,

Madame la Présidente de la CENI-T,

Messieurs les membres du gouvernement,

Monsieur le Conseiller du Président de la Haute autorité de la Transition

Monsieur le Conseiller du Premier Ministre

Monsieur le Représentant résident par intérim du Programme des nations unies pour le développement,

Excellences Messieurs les Chefs de missions diplomatiques,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

J'ai eu l'occasion, ce matin, au ministère des Affaires étrangères, de dire la conviction qui anime les Etats membres de la Commission de l'océan Indien. Nous croyons dans la capacité de Madagascar à réussir son rendez-vous électoral sur le chemin de la stabilité politique. Cette étape est cruciale car il n'y a pas de plus grand impératif que de donner la parole aux Malgaches pour qu'ils reprennent la route du développement et de la croissance. Pour eux-mêmes et pour nous tous dans l'Indianocéanie.

Pendant cette crise politique qui aura trop duré, l'engagement de la COI auprès du peuple malgache et en soutien à la communauté internationale, ne s'est jamais démenti, il ne fait que se renforcer et s'institutionnaliser avec l'ouverture d'un Bureau de liaison et notre contribution financière au Projet d'appui au cycle électoral à Madagascar –le PACEM.

Et c'est une première! Pour la première fois, les Etats membres de la COI ont tous apporté, sur une même action, une contribution volontaire, de solidarité et d'amitié. Les Comores, la France et Maurice ont décidé de verser les fonds à la COI pour qu'elle puisse contribuer au PACEM. Les Seychelles mettent à disposition l'Ambassadeur Claude Morel pour diriger le Bureau de liaison de la COI.

Le gouvernement australien a voulu soutenir et renforcer cet élan de solidarité régional. Grâce à l'ensemble de ces contributions, la COI signe aujourd'hui avec le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) une convention de financement d'un million de dollars. C'est une contribution conséquente pour une organisation modeste comme la nôtre.

Le PACEM va dans le sens d'un strict respect de la Feuille de route. C'est pourquoi nous adhérons à ce projet. L'implication constante du bureau du PNUD à Madagascar, sous l'autorité de Mme Fatma Samoura, est un gage de rigueur dans la gestion des fonds qui lui sont confiés et une assurance de professionnalisme et de transparence dans l'exercice électoral.

La Commission électorale nationale indépendante pour la Transition (CENI-T), sous l'autorité de Madame Béatrice Attalah, a démontré une égale volonté de conduire le processus électoral avec la plus grande rigueur. Je n'ai pas caché mon admiration pour les résultats obtenus par la CENI-T dans des conditions extrêmement exigeantes et difficiles.

L'organisation d'élections crédibles pour le peuple malgache et reconnues par la communauté internationale, est un défi que Madagascar doit réaliser. Et ce défi est grand ! Depuis l'indépendance en 1960, Madagascar a organisé 29 scrutins sans régler durablement ses problèmes politiques. Il ne s'agit pas d'engager un unique processus pour sortir d'une unique crise. Il s'agit plutôt d'un mouvement de fond complexe et difficile pour sortir enfin des crises cycliques qui ont affecté le pays.

Qu'on se rassure néanmoins, cette instabilité structurelle n'est pas une fatalité. Le travail méthodique de la CENI-T, avec les expertises mobilisées par le PNUD, va au-delà de l'organisation d'élections conjoncturelles. Nous croyons en effet participer à un règlement durable de l'impasse structurelle dans laquelle se trouve la gouvernance malgache.

En proposant un mode de scrutin fiable, fait pour durer au-delà des échéances électorales

immédiates, et validé par l'ensemble de la classe politique malgache, la CENI-T et ses partenaires rédigent le préambule de la relance économique et sociale de la Grande Ile.

Mesdames, Messieurs,

J'ai eu l'occasion de le dire publiquement, je suis rassuré par ce que nous avons vu du travail réalisé par la présidente de la CENI-T et son équipe. L'actualisation du calendrier électoral suite au dernier conclave de février a témoigné de la transparence de la CENI-T dans l'exécution de sa tâche, et de la juste évaluation de ses contraintes. Depuis, le travail avance, et la tenue le 24 juillet du scrutin présidentiel ne fait aucun doute. Madame la Présidente de la CENI-T, je vous réitère, au nom des Etats de l'Indianocéanie, notre confiance et notre indéfectible soutien.

L'implication du PNUD et de la communauté internationale est précieuse. Aux yeux des Malgaches, je le comprends, ce rôle est parfois mal perçu. Il peut paraître contraignant, voire même inapproprié et injustifié. C'est vrai, la communauté internationale demande beaucoup aux institutions et au peuple malgaches. Mais nous soutenons ces exigences car les expériences de l'histoire de Madagascar ont montré combien les crises successives se sont nourries du manque de crédibilité des institutions, au premier rang desquelles celle en charge de l'organisation des élections. Des dispositions sont prises, notamment par la CENI-T, pour qu'elles en soient cette fois autrement.

Mesdames, Messieurs,

Dès la fin du scrutin, la COI souhaite organiser son Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement avec le nouveau président élu. Ce sera l'occasion de signifier au plus haut niveau le retour de Madagascar dans une Indianocéanie pacifiée, stabilisée et ambitieuse.

Cette cérémonie est un grand moment d'émotion pour la COI. La crise qui perdure depuis 2009 a affecté toute l'Indianocéanie. La Grande Ile déstabilisée, c'est la promesse d'un développement durable, serein et intelligent, qui s'envole. Cette promesse se fait à nouveau entendre. Elle reprend vie. Et elle le doit à la volonté farouche de la CENI-T et de ses partenaires d'organiser des élections modèles qui briseront le cycle infernal de l'instabilité politique. Elle le devra plus encore à l'espoir recouvré des Malgaches, à leur foi dans l'avenir qui se dessine.

Et nous prenons les devants. Résolument confiante, la COI se projette dans la nouvelle phase de croissance économique et sociale de la Grande Ile, pour le bénéfice de tous les peuples de l'Indianocéanie. Dès demain, je partirai pour Mahajanga où nous organisons une réunion régionale des investisseurs sur la sécurité alimentaire dans l'agriculture. C'est un projet concret de production et de commercialisation de produits agricoles et alimentaires pour la région.

La cérémonie de signature de la Convention de financement qui nous réunit aujourd'hui s'inscrit dans cette logique. C'est bien à l'avenir de Madagascar que nous pensons. Pour l'Indianocéanie plus encore, c'est le témoignage de notre foi.

Je vous remercie.